

Index AI : PRE01/011/2012
10 January 2012

Maldives. Un blogueur est relâché, mais ses assaillants sont toujours en liberté

Un blogueur maldivien, agressé et placé en détention après avoir organisé une manifestation en faveur de la tolérance religieuse, a été libéré après presque quatre semaines derrière les barreaux, tandis que ses agresseurs sont toujours en liberté.

Ismail Khilath Rasheed a été agressé par une dizaine d'hommes qui s'opposaient à une manifestation pacifique organisée dans la capitale, Malé, le 10 décembre. Ils ont lancé des pierres sur les manifestants et Ismail Khilath Rasheed a eu le crâne fracturé. Les policiers ont procédé à son arrestation quelques jours plus tard.

« Si la libération d'Ismail Khilath Rasheed est une mesure positive, le fait que ses agresseurs n'aient pas été inquiétés témoigne du grave manque de détermination dont fait preuve le gouvernement dans sa lutte contre l'impunité pour les atteintes aux droits humains commises aux Maldives, a déclaré Abbas Faiz, chercheur sur les Maldives à Amnesty International.

« Plutôt que de garantir son droit à défendre la tolérance religieuse, le gouvernement a enfermé Ismail Khilath Rasheed et n'a rien fait pour déférer ses assaillants à la justice, indiquant par là même à la population qu'il est acceptable de s'en prendre violemment à des manifestants pacifiques. »

Le blogueur, musulman soufiste, a été libéré dans la soirée du vendredi 6 janvier. Au terme de l'enquête menée sur sa participation à la manifestation, aucune charge n'a été retenue contre lui.

La police des Maldives a déclaré qu'Ismail Khilath Rasheed avait été interpellé parce qu'il est « contraire à la Constitution » de prôner la tolérance religieuse.

Son interpellation est survenue après que le parti Adhaalath, parti de l'opposition prônant le respect de la charia, a contacté la police pour l'exhorter à prendre des mesures à l'encontre de cet homme pour avoir organisé ce rassemblement.

En vertu de la Constitution des Maldives de 2008, l'islam est la seule religion que les Maldiviens ont le droit de pratiquer.

Les groupes religieux radicaux affirment pour leur part que seul l'islam sunnite est autorisé aux termes de la Constitution. Dans le cadre d'une campagne politique contre le président, les membres de l'opposition se sont alliés à ces groupes.

Ils affirment que l'appel en faveur de la tolérance religieuse d'Ismail Khilath Rasheed aux Maldives remet en question cette doctrine religieuse et est par conséquent contraire à la Constitution.

« Il est temps que le gouvernement des Maldives traduise en justice tous les auteurs présumés d'atteintes

aux droits humains, tant passées que présentes, y compris ceux qui agressent les minorités religieuses, a indiqué Abbas Faiz.

« Première étape de ce processus, il doit diligenter une enquête indépendante, impartiale et efficace sur ceux qui ont usé de violence contre Ismail Khilath Rasheed et les autres manifestants le 10 décembre. »

Aux Maldives, les droits humains sont de plus en plus pris en otages de l'impasse politique entre le président Mohamed Nasheed, qui revendique la défense et la protection des droits humains, et l'influence de partis islamistes extrémistes et d'opposants politiques radicaux qui luttent contre la liberté de religion.